

ANCHA



AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **(R)**ESISTENCIA VENCERA

Numéro Spécial

Janvier 1978

25¢

La farce de Pinochet

- Les résultats du référendum n'ont pas aidé Pinochet à amoindrir les contradictions au sein de la dictature
- Même le fasciste Leigh ne croit pas que les résultats puissent convaincre personne . . . "A moins que les résultats ne soient négatifs"
- Une fraude peu importe la façon dont on la regarde
- Déclaration du Comité central du Parti communiste révolutionnaire du Chili
- Nouvelles en bref sur les luttes du peuple chilien
- Appel à l'aide matérielle pour la Résistance

4°P 8851

La farce de Pinochet

Exactement quatre ans et quatre mois après le coup d'Etat qui imposa la dictature fasciste au Chili, le peuple chilien et l'opinion publique internationale sont témoins de la masquerade la plus vide avec laquelle Pinochet tente d'affirmer son pouvoir. Désespéré à cause du défi continu des masses travailleuses qui n'ont cessé de s'opposer au régime et de combattre pour la liberté et pour de meilleures conditions de vie, contre la répression et pour le renversement de la dictature; quotidiennement isolé davantage sur le plan intérieur parce qu'il est abandonné par les secteurs qui appuyaient le coup d'Etat au début; rongé par les dissensions de ses collaborateurs les plus loyaux et par l'exacerbation des contradictions entre les différentes fractions des forces armées et des membres de la junte gouvernementale elle-même; et finalement, condamné une fois de plus par l'ONU sous le parrainage de l'impérialisme américain lui-même, Pinochet a pris la mesure la plus désespérée et la plus hasardeuse de son gouvernement: le soi-disant "référendum national" largement répudié par le peuple chilien. Pas même les résultats frauduleux publiés ont pu camoufler cette grave situation confrontant la dictature et ne pourront non plus la sauver de l'extinction certaine.

Ni le peuple chilien ni l'opinion publique internationale ne furent dupés par ce ridicule "référendum". Nombreux sont les événements qui illustrent cela actuellement, depuis le moment où Pinochet a annoncé sa décision, à ses propres risques et derrière le dos des autres membres de la junte militaire. Différentes organisations politiques, sociales, syndicales, de quartier et religieuses ont publié des appels répudiant ce geste et exprimant leur décision de s'abstenir d'y participer.

C'est ainsi aussi que diverses organisations du Front du Peuple du Chili ont lancé l'appel à la non-participation à cette comédie, afin ainsi de ne pas rendre légitime de quelque façon que ce soit la dictature fasciste. Les Comités de Résistance, les Comités antifascistes, les Centres du Front du Peuple de Résistance universitaire, diverses organisations syndicales et divers partis politiques antifascistes ont diffusé des milliers de tracts à travers le pays. De plus, dans plusieurs quartiers des principales villes du Chili, des bombages sont apparus sur les murs et dans les rues lançant l'appel au peuple de s'abstenir et de boycotter cet acte démagogique du fascisme.

Durant les jours précédant la masquerade, loin de diminuer, la lutte populaire pour le renversement de la dictature s'est énormément escaladée. Cela montre que les intentions de Pinochet de détourner les masses par cette mesure et de rechercher un moyen de rendre son pouvoir légitime ont été écrasées par la conscience antifasciste du peuple et par sa résolution à combattre jusqu'au renversement et à la destruction complète du fascisme. A de nombreux points de Santiago et d'autres villes à travers le pays, des groupes antifascistes ont affronté quotidiennement les bandes fascistes qui soutiennent Pinochet et qui organisent sous la bannière du soi-disant "Secrétariat national de la Jeunesse". A ces occasions, les antifascistes n'ont pas hésité un seul instant à affronter les forces policières et les emprisonnements dont quelques-uns furent l'objet. A d'autres moments, des bombes ont explosé, annonçant que la Résistance active de notre peuple ne sera pas contenue même si, selon cette farce fasciste, la dictature décide en collaboration avec l'impérialisme d'opérer certains changements dans le but d'améliorer son image actuelle.

La faillite de la dictature, son isolement intérieur et extérieur et sa décomposition sont si évidents que le soi-disant "référendum", loin d'améliorer son image ou de distraire l'opinion publique, a produit l'effet contraire et a développé la lutte antifasciste à de nouveaux niveaux. Ces jours-là, en plus des nombreuses manifestations publiques, de l'immense campagne de propagande antifasciste, des nouveaux conflits syndicaux, une grève de la faim fut déclenchée à l'église San Francisco à Santiago par près de cent parents de "disparus".

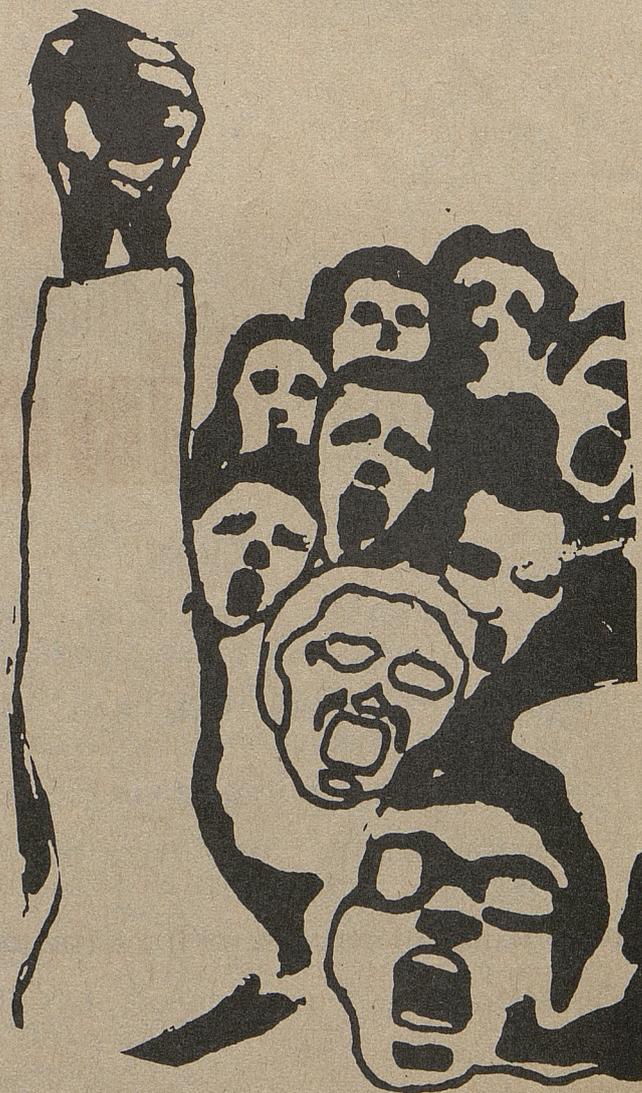
Face à cette situation, les forces de la réaction et de l'impérialisme, plus intelligentes que Pinochet, ont publiquement fait appel à lui pour qu'il laisse tomber sa proposition de tenir ce

"référendum". Ainsi, le Conseil pour les Affaires de l'Hémisphère occidental à New York a dénoncé le "référendum" comme "la pire erreur" de Pinochet, qui ne servirait qu'à aggraver "les divisions qui existent depuis plus d'un an et demie au sein de la junte militaire".

Pour leur part, les deux autres principaux membres de la junte, Leigh et Merino, ont envoyé des lettres respectives à Pinochet, lui communiquant que les forces de l'air et l'armée rejetaient la mesure de "référendum". Dans sa lettre, Leigh exprime "le rejet du référendum par les forces de l'air", indiquant que "le prestige et l'honneur des forces armées et de la police ont été compromis par la tenue d'un plébiscite qui sera exécuté et validé par elles-mêmes. Finalement, dans sa lettre, Leigh a dénoncé le fait que Pinochet organise cet événement "tout en étant au courant de l'opposition de deux membres de la junte. Ainsi, votre Excellence a violé le statut de la junte gouvernementale et s'est placée en marge de celle-ci, et, comme tel, les conséquences qui en découlent sont votre responsabilité exclusive".

Dans la même veine, Merino a dit dans sa lettre à Pinochet que "par votre façon d'agir, vous avez fait du tort et avez insulté les attributs de la junte gouvernementale et vous l'avez exclue de la plus importante des décisions politiques des dernières années."

Comme on s'y attendait logiquement, M. Frei ne pouvait laisser une telle occasion lui passer sous le nez. Les fascistes l'ayant puni



avec le plus grand mépris en ne lui laissant pas partager les fruits du gouvernement durant ces quatre années de dictature, Frei a retrouvé sa langue pour s'opposer au "référendum" de Pinochet, sachant qu'en s'y opposant il exacerbe les contradictions au sein de la junte fasciste, espérant ainsi créer les conditions pour un échange qui amènerait un retour au jeu parlementaire. Frei recherche avidement le pouvoir pour l'utiliser pour servir les intérêts de ses maîtres yankee et ceux de la bourgeoisie pro-impérialiste dont il est aussi le représentant. Dans une déclaration, parlant du "référendum", il a dit qu'il est illégal et contraire aux lois de la junte militaire elle-même et que les conditions manquent "pour que la déclaration soit claire et légitime et qu'elle reflète la volonté du peuple."

Avant cela, le contrôleur général de la république lui-même, Hector Humeres, qui est resté en fonctions depuis le gouvernement Frei, a rejeté le décret pour lequel ce "référendum" était organisé comme "non conforme à la loi". Humeres a été remplacé par l'ex-ministre du Travail, l'un des fascistes les plus lèche-bottes et l'instigateur du nouveau code du travail qui fut répudié par les plus larges secteurs de notre peuple.

La Branche extérieure du Front du Peuple, conformément aux

intérêts de la Résistance chilienne antifasciste, a aussi lancé l'appel au peuple de ne pas se laisser duper par la farce de Pinochet et d'appuyer et de donner un élan encore plus grand à la lutte du peuple chilien pour le renversement de la dictature et l'anéantissement complet du fascisme. A l'extérieur aussi de nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer cette nouvelle manoeuvre du fascisme et, dans plusieurs pays du monde, des Comités d'Appui à la Lutte antifasciste, des Comités de Solidarité avec la Résistance, des Comités à la Défense des Droits de l'Homme, ainsi que de nombreuses organisations syndicales et politiques, ont lancé l'appel au sabotage de cette basse masquerade.

Le Front du Peuple ne cessera pas ses efforts pour consolider l'unité et la lutte de tous les secteurs qui aspirent honnêtement au renversement de la dictature et à son remplacement par un gouvernement légitime qui représente véritablement et effectivement les intérêts de la classe ouvrière et des masses travailleuses de notre peuple, tel que mis de l'avant dans le programme démocratique d'unité antifasciste.

LA RESISTANCE VAINCRA!

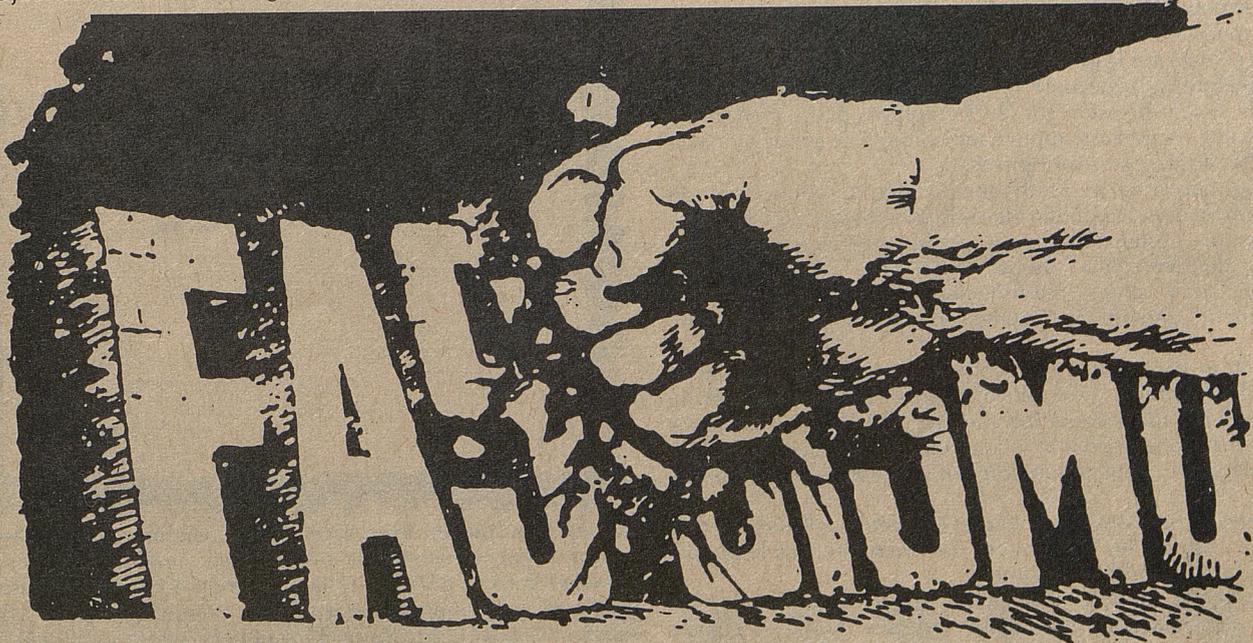
Les résultats du référendum n'ont pas aidé Pinochet à amoindrir les contradictions au sein de la dictature

Vers la fin de la journée du 4 janvier, quelques centaines de bandits ont pris la rue et ont donné libre cours à leur délire fasciste et anti-communiste, un délire qui caractérise le régime de Pinochet. Se rassemblant en face de l'édifice gouvernemental, une réunion fut improvisée dans laquelle, avec le cynisme le plus ouvert, Pinochet s'est adressé au pays pour donner ses vœux sur la "victoire" du "Référendum". Un fait remarquable était l'absence du Général Leigh à la réunion et Pinochet n'était accompagné que par l'Amiral Merino et son loyal petit Mendoz.

Des journalistes de diverses agences de nouvelles ont signalé que

Leigh a quitté le Ministère de la Défense nationale aux alentours de 6 heures dans la soirée, après avoir tenu une réunion avec tout le corps des généraux. Dans des déclarations faites à la sortie de cette réunion, Leigh a dit que "le référendum n'aide personne; c'est le contraire qui est vrai", et que ses résultats "ne seront crus par personne, à moins qu'ils ne soient négatifs".

Avant cela, dans les quartiers généraux du gouvernement fasciste, Leigh a dit aux journalistes que "sur le front externe, je ne vois aucun avantage à la tenue de ce référendum; il continuera d'être cru qu'ici, au Chili, nous violons les droits humains. Au



iel pueblo armado jamás será aplastado!

contraire, cela peut même nous apporter des problèmes d'un nouvel ordre."

Il est significatif que, bien qu'il ait présenté au monde des résultats trompeurs et frauduleux, arrangés à l'avance dans les bureaux du Ministère de l'Intérieur, Pinochet n'ait pas manoeuvré pour cacher les profondes contradictions qui existent entre les différentes factions des Forces armées et la vaste décomposition de

la junte militaire elle-même.

Les déclarations désapprobatrices de Leigh avant comme après le "référendum" et, qui plus est, son refus de participer avec Pinochet et les deux autres membres de la junte militaire à la réunion organisée pour en célébrer les "résultats", sont la preuve de la crise sérieuse du régime fasciste que la fraude n'a pas réussi à cacher.

LE PEUPLE ARME NE SERA JAMAIS ECRASE!

Même le fasciste Leigh ne croit pas que les résultats puissent convaincre personne. . . "A moins que les résultats ne soient négatifs"

Dès que Pinochet lui-même a annoncé sa décision d'appeler un "Référendum", pratiquement personne au pays et à travers le monde n'a douté qu'il ne s'agissait que d'un manoeuvre nouvelle, manoeuvre de la part du fascisme dans le but de rehausser son image déjà réduite en pièces. Même au sein de la junte militaire elle-même, des doutes ont surgi quant aux avantages du soit-disant "référendum" pour rehausser son image. C'est ainsi que, au début,

Leigh et Merino ont fait parvenir chacun une lettre à Pinochet lui exprimant leur désaccord avec l'évènement. Il est vrai que, un coup le résultat du "Référendum" rendu public, Merino est revenu sur sa position initiale d'opposition. Mais, d'un autre côté, Leigh a tenu son bout, réaffirmant que les résultats ne seraient crus par personne, "à moins qu'ils n'aient été négatifs".

* * *

Une fraude peu importe la façon dont on la regarde

Si on analyse la forme elle-même de l'évènement et la situation actuelle au Chili, on a une idée beaucoup plus claire de la raison pour laquelle il ne fut qu'une farce vile et cynique de la part de Pinochet.

En premier lieu, en ce qui concerne la situation, chacun sait qu'au Chili règne un état de siège, avec les libertés personnelles limitées, sans liberté de parole, d'assemblée ou d'expression pour ceux qui s'opposent au régime. D'autre part, la section minoritaire qui appuie la dictature a le soutien officiel, avec toute la machine de propagande à son service et des quantités de moyens de pression contre les citoyens.

Dès le premier moment, les agents du fascisme ont commencé à terroriser la population en la menaçant de répression si elle refusait de voter, spécialement si les résultats s'opposaient à Pinochet. Le fascisme a compté sur la propagande obscurantiste de la télévision, de la radio et de la presse ainsi que sur l'usage des services publics pour qu'ils fassent pression sur leurs employés par la menace de congédiement. Il s'est aussi appuyé sur la liberté de propagande de rue, dont les antifascistes sont privés.

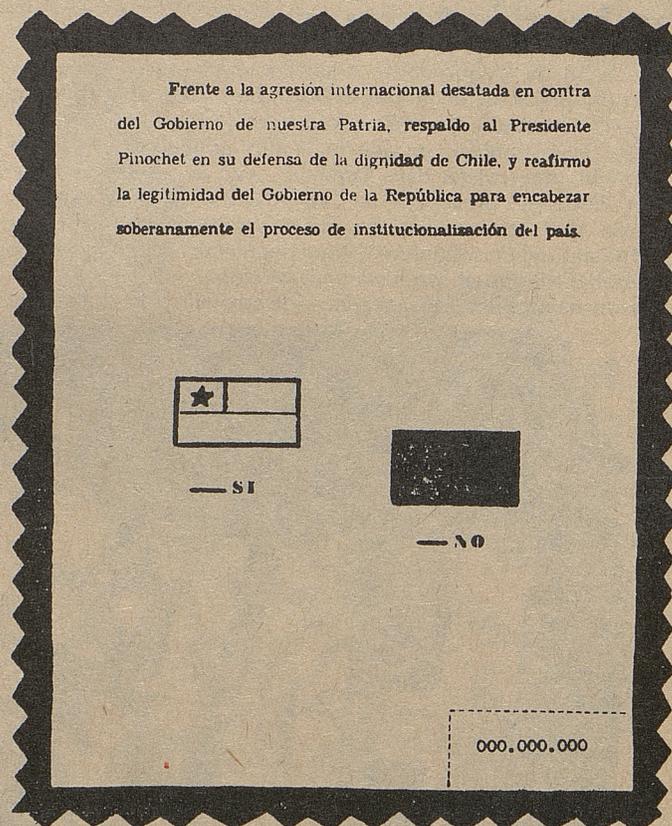
En ce qui concerne les méthodes du vote lui-même, on voit d'après la façon dont le bulletin était rédigé et les sanctions prévues pour ceux qui s'abstenaient, que le peuple était face à une seule alternative, qu'il vote "oui" ou qu'il vote "non"; le fait même de voter constituait une "réaffirmation de la légitimité du gouvernement", tentant de légitimer en loi un régime imposé en pratique.

La rédaction du bulletin était conçue de façon à identifier le concept de "patriote" au fait d'appuyer et de légitimer le "processus d'institutionnalisation du pays" mis de l'avant par les fascistes. Ainsi, comme on le voit ci-contre, le drapeau chilien était placé au-dessus du "oui" et un drapeau noir était placé au-dessus du "non".

En plus des pressions psychologiques exercées par l'exaltation du patriotisme chauvin, les fascistes ont durement menacé le peuple au cas où il s'abstiendrait de voter.

La dictature a marqué d'un sceau spécial tous les papiers d'identité alors que les votes étaient déposés. Ainsi, les papiers d'identification non estampés des citoyens qui n'avaient pas voté n'étaient plus valides. Ceux qui n'ont pas voté avaient huit jours pour se présenter avec une explication à l'autorité locale, un organisme en position de remettre le citoyen aux mains de la justice du régime.

Finalement, en plus de la situation au pays et de la forme du vote, il ne fait également pas de doutes pour quiconque que le comptage lui-même était complètement arrangé lui aussi et que longtemps avant la tenue du référendum, le fascisme connaissait déjà les résultats qu'il présenterait aux agences de nouvelles. Qui pourrait



Facsimilé du bulletin. Il dit: Face à l'agression internationale lancée contre le gouvernement de notre patrie, j'endorsse le président Pinochet dans sa défense de la dignité du Chili et je réaffirme la légitimité du gouvernement de la République pour diriger souverainement le processus d'institutionnalisation du pays.

donc croire dans l'impartialité et la moralité de ces fascistes, responsables de l'assassinat de plus de 30,000 personnes, de la disparition de près de 3,000 et de l'exil d'environ un million?

Malgré toutes les menaces et pressions exercées, plus de la moitié des Chiliens au pays qui avaient le droit de voter s'en sont abstenus. Bien entendu, la junte militaire a tenté de cacher ce fait par ses statistiques frauduleuses que personne ne croit.

Cela fut une élection des fascistes, menée par les fascistes et pour les fascistes uniquement.



Déclaration du Comité central du Parti communiste révolutionnaire du Chili

A Santiago et dans les principales villes du pays, une déclaration du Comité central du Parti communiste révolutionnaire du Chili a circulé largement, appelant la classe ouvrière et le peuple chiliens à ne pas se laisser duper par cette nouvelle farce fasciste. Dans cette déclaration, le PCR montre que, confronté à l'escalade de la lutte populaire pour le renversement de la dictature, et au moment précis où cette lutte s'engage dans une nouvelle phase en termes de participation massive de la classe ouvrière et des autres secteurs populaires, le régime fasciste est devenu totalement désespéré. Dans la déclaration il est dit que, dans ces circonstances, la condamnation de la dictature par les Nations Unies devient un "complément important et nécessaire" à la "lutte principale qui au Chili" est menée par la classe ouvrière et le peuple pour renverser la dictature et combattre l'impérialisme yankee.

Après avoir montré dans sa déclaration que le soit-disant "référendum" ne constitue rien d'autre qu'une pièce montée par Pinochet dans le dos et contre l'avis des membres de la junte militaire dans une tentative de dévier la lutte de résistance



populaire et de tenter de duper l'opinion publique internationale, le CC du PCR lance l'appel à répudier le "référendum", "s'abstenir de voter et boycotter toutes les formes possibles associées à l'événement".

* * *

A propos du vote aux Nations Unies

A la fin de l'année 1977, l'Assemblée générale des Nations Unies a une fois de plus condamné le régime sanguinaire chilien. Cette nouvelle répudiation internationale fut le prétexte utilisé par le tyran Pinochet pour la nouvelle mascarade qu'il a menée le 4 janvier et qui fut totalement rejetée par le peuple chilien.

La condamnation par les Nations Unies de la dictature fasciste de Pinochet constitue une autre manifestation de l'isolement du

régime et montre la solidarité internationale des peuples du monde qui ont exercé des pressions sur leurs gouvernements respectifs pour condamner la tyrannie chilienne.

Etablissant clairement que la dictature ne peut être renversée et le fascisme complètement écrasé que par la lutte du peuple chilien lui-même, le **Front du Peuple** a clairement mis de l'avant que la solidarité internationale est un appui important à cette lutte.

Nouvelles ... Nouvelles ... Nouvelles ... Nouvelles

ESCALADE DE LA LUTTE ANTI-FASCISTE CONTRE LA MASQUARADE DE LA DICTATURE

L'annonce de Pinochet sur la tenue de la farce électorale a contribué à intensifier encore plus la lutte anti-dictatoriale. Dans tous les endroits, des centaines de milliers de tracts lançant l'appel à boycotter l'événement et à combattre pour le renversement de la dictature furent distribués. Des peintures murales anti-fascistes sont aussi apparues dans les rues de Santiago et d'autres villes.

Au cœur même de Santiago, des manifestations contre la tyrannie furent tenues du 27 décembre au 3 janvier. En d'autres termes, durant huit jours consécutifs dans la Paeso Ahumada et dans la région aux alentours de la Plaza de Armas, des manifestations contre la dictature ont eu lieu, des slogans criés et des tracts distribués. Plusieurs de ces manifestations se sont terminées par des affrontements violents avec les fascistes et les

carabiniers. Dans les jours précédant la farce, plusieurs bombes ont explosé dans les rues de Santiago et certaines sections de la Résistance ont montré leur répudiation de la mascarade de la dictature de cette manière.

Le 4 janvier même, alors que la farce de Pinochet prenait place, des manifestations ont aussi eu lieu et des tracts furent distribués; la dictature elle-même a dû avouer qu'elle détenait sept personnes à Santiago le jour du "référendum".

REPUDIATION INTERNATIONALE DE LA FARCE DE PINOCHET

A travers le monde, la nouvelle farce de Pinochet a été répudiée. La vaste majorité des Chiliens en exil se sont prononcés contre le "référendum", ont émis des déclarations et des manifestations ont aussi été tenues en face des ambassades des fascistes chiliens.

Différentes organisations internationales ont aussi répudié



l'infâme "référendum" et certaines sections des ouvriers ont mené des actions concrètes contre la dictature chilienne, comme ce fut le cas, par exemple, avec les débardeurs italiens qui, le 4 janvier, ont boycotté tous les bateaux chiliens qui se trouvaient dans les ports italiens.

La presse même des pays de l'Amérique et de l'Europe ont fondamentalement ridiculisé le "plebiscite" de Pinochet et mis en lumière les manifestations contre la dictature et les contradictions au sein du régime même qui étaient évidentes en dépit du "référendum".

GREVE DE LA FAIM

Quatre-vingt-cinq parents de personnes "disparues" ont tenu une grève de la faim à la fin de décembre à l'Eglise de San Francisco. C'était la deuxième grève de la faim des parents des personnes "disparues" tenue en 1977. Au cours de la première, tenue dans les bureaux de l'UNESCO, Pinochet a promis aux parents de les informer du sort de chacune des personnes "disparues" — promesse que, bien entendu, il n'a jamais tenue. C'est pourquoi les parents de ces personnes disparues ont tenu des manifestations diverses et protestations publiques, défiant la répression.

Les quatre-vingt femmes et cinq hommes qui participent à cette grève de la faim, portaient sur leur poitrine les portraits des personnes "disparues" pour lesquelles ils combattent respectivement. Les parents des prisonniers politiques "disparus" exigent que la situation de ces camarades soit clarifiée et que ceux qui sont encore en vie soient libérés.

Cette grève de la faim a une importance particulière en ce qu'elle prend place au moment même où les fascistes mènent leurs manoeuvres de "référendum". Il est aussi important de souligner que des manifestants anti-dictature ont tenu des réunions en appui aux femmes en grève à la porte de l'Eglise même, où la grève de la faim prenait place.

LE GESTE DE PINOCHET

Quand Pinochet a lancé l'appel à la tenue de l'infâme "référendum", il s'est retrouvé avec l'opposition, non seulement des secteurs anti-fascistes et démocratiques, mais aussi des membres de la junte militaire elle-même. Face à cette situation, Pinochet s'est consacré fondamentalement à renforcer sa position au sein des Forces armées, but pour lequel il a voyagé au nord du pays le 30 décembre, visitant les garnisons à Iquique et Arica. C'est-à-dire que Pinochet utilise avec ses propres "collègues" les mêmes méthodes qu'il utilise contre le peuple: la force armée.

Après avoir falsifié en sa faveur les résultats du "référendum", Pinochet a, sans aucun scrupule, tenté d'utiliser les mêmes résultats pour dire que "le problème de penser aux élections est réglé" et que les élections "n'auront pas lieu pour les dix prochaines



années", rejetant ce qu'il a lui-même dit récemment à propos de l'"institutionnalisation". Cependant, ceci n'alarme pas le peuple chilien puisque avec la lutte de Résistance qui devient toujours plus active, ce ne sera pas le tyran Pinochet qui décidera jusqu'à quand il restera au pouvoir.



LA RESISTENCIA
VENCERA !

Disque et affiche révolutionnaires en appui à la Résistance chilienne



—Deux chansons révolutionnaires du peuple chilien et deux autres chansons révolutionnaires latino-américaines

—Ce disque est produit par l'Organisation des étudiants latino-américains en Italie et le Front du Peuple de Florence, et est destinée à ramasser des fonds pour la Résistance chilienne

Pour se procurer ce disque, s'adresser au **Centre national de Publications**, B.P. 727, station Adelaide, Toronto, Ontario, Canada, en envoyant un chèque ou mandat postal de \$4.00, ou à **ANCHA**, B.P. 59, Cedex 13, Paris 75623, en envoyant un chèque ou mandat postal au nom de **Bernard Guerrien**, d'un montant de 15 francs.

Le peuple armé ne sera jamais écrasé!

Affiche en couleurs distribuée par le Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne.



Par contribution. Tous les fonds sont envoyés au Front du Peuple du Chili. Contribution spéciale \$5.00.

Disponible du: **Centre national de Publications**, B.P. 727, Station Adelaide, Toronto, Ontario, Canada.

COUPURES DE PRESSE

"El Mercurio", Vendredi, le 30 décembre 1977

L'article suivant est paru dans le journal réactionnaire chilien El Mercurio le vendredi, 30 décembre 1977.

L'ex-UP et les organisations marxistes prennent position

Déclarations clandestines du Comité central socialiste, de l'union socialiste populaire, du Parti communiste révolutionnaire du Chili, du Secrétariat du MIR et du Parti radical.

L'appel au référendum national a causé la parution abondante de communiqués, brochures, déclarations et tracts provenant de groupes d'inspiration marxiste et des partis qui constituaient l'Unité populaire.

Dû au fait que ces tracts clandestins parviennent jusqu'à nos pupitres anonymement, comme ils circulent largement dans les rues, il est impossible d'en vérifier l'authenticité et la représentativité; cependant, leur similitude avec les déclarations des personnes de l'Unité populaire à l'étranger est très claire.

Parti socialiste

Sur une page et demi de papier grandeur régulière, dans le texte d'une déclaration tapée à la machine, adressée "A tous les Chiliens", un prétendu Comité central du Parti socialiste du Chili lance l'appel à "ne pas voter", à s'abstenir dans cette élection".

La déclaration commence en soulignant que la résolution des Nations Unies ne fut pas adoptée contre le Chili et son peuple, mais contre son gouvernement militaire.

Elle ajoute que, à son avis, l'acte électoral ne fournira aucune garantie et qu'il sera impossible d'obliger les gens à voter avec des décrets militaires. Elle termine en lançant l'appel à l'abstention et avec les slogans qui caractérisent les communiqués marxistes.

USOPO

L'Union socialiste populaire, de son côté, dans une photocopie d'un papier grandeur légale, à simple interligne, ne lance pas d'appel, mais commente favorablement la résolution des Nations Unies, sur le non habituel du Parti qui a scissionné du Parti socialiste et qui est dirigé par l'ex-sénateur Raul Ampuero.

Il souligne que les NU condamnent le Chili pour la destruction des institutions démocratiques et la violation des droits humains et que la réponse du gouvernement chilien a été d'appeler un référendum pour voter en faveur ou contre le pays, en conséquence du fait que la déclaration de l'organisation internationale fut adoptée contre la junte.

Il se réfère ensuite aux procédures et rappelle que le plebiscite appelé par Franco en Espagne en 1946, alors que l'Espagne fut rejetée par les NU, obtint 90 pour cent des votes. Il souligne que la presse internationale n'a pas accordé d'importance au référendum pour cette raison et à cause du système électoral créé pour l'occasion.

PC révolutionnaire

Dans un pamphlet mimeographié, sous le titre *El Pueblo*, et dans un rapport "spécial", le dénommé Comité central du Parti communiste révolutionnaire du Chili lance l'appel à la "répudiation" du référendum, "à s'abstenir de voter et à boycotter toutes les formes possibles de l'événement même".

Il est dit que "la lutte" du peuple s'est exprimée dans le mouvement de grèves dans les usines, mines et services publics. Il ajoute que la résolution des Nations Unies servira la cause du PCR en isolant et en affaiblissant le gouvernement du Chili.

De plus, le communiqué présente le point de vue que le fait même de voter servira le gouvernement parce que, devant le monde, cela sera une validation possible, montrant un acte démocratique qui, à l'avis de ce groupe, devrait être évité en s'abstenant.

EL MERCURIO — Viernes 30 de Diciembre 1977 — 23

La Ex UP y Organizaciones Marxistas Toman Posiciones

● Declaraciones clandestinas del Comité Central socialista, la Unión Socialista Popular, el Partido Comunista Revolucionario de Chile, el Secretariado del MIR y el Partido Radical

El llamado a Consulta Nacional ha hecho aflorar numerosas comités, panfletos, declaraciones y volantes de los grupos de inspiración marxista y de los partidos que conformaban la Unidad Popular.

La circunstancia de que estos panfletos clandestinos lleguen anónimamente a nuestra redacción, así como circulan en profusión por la calle, hace imposible verificar su autenticidad y representación; no obstante, es muy clara su coherencia con las manifestaciones de los personajes de la Unidad Popular en el exterior.

PARTIDO SOCIALISTA
En una cartilla y media, tamaño oficio, copia de una declaración escrita a máquina, y dirigida a "todos los chilenos", un supuesto Comité Central del Partido Socialista de Chile llama a "no votar, a abstenerse en esta votación".

La declaración comienza señalando que la resolución de las Naciones Unidas no fue adoptada contra Chile y su pueblo, sino contra el Gobierno militar.

Agrega que a su juicio no habrá garantías en el acto electoral y que no podrá obligarse al pueblo a votar con ordenanzas militares. Finaliza con un llamado a la abstención y las consignas que caracterizarían a los comunicados marxistas.

USOPO
La Unión Socialista Popular, por su parte, en una fotocopia de una cartilla tamaño oficio, espacio seguido, no hace un llamado, pero comenta favorablemente la resolución de las Naciones Unidas, en el tono usual que utiliza-

ba este partido escindido del Socialista y que dirige el ex-senador Raúl Ampuero.

Señala que la ONU condenó a Chile por destruir las instituciones democráticas y por violar los derechos humanos y que la respuesta del Gobierno chileno ha sido llamar a una consulta plebiscitaria para votar a favor o en contra del país, en consecuencia que el acuerdo de la organización internacional se adoptó contra la Junta.

Se refiere luego al procedimiento y recuerda el plebiscito a que llamó Franco en 1946, cuando España fue rechazada en la ONU, obteniendo el 90% de los votos. Indica que la prensa internacional no ha atribuido mayor importancia a la consulta por este motivo y por el sistema electoral creado para la oportunidad.

P. C. REVOLUCIONARIO
En un panfleto mimeografiado con el título de "El Pueblo" y como un informe de carácter "especial", el denominado Comité Central del Partido Comunista Revolucionario de Chile llama a "repudiar" la consulta, "abstenerse de votar y boicoteando de todas las formas posibles el acto mismo".

Dice que "la lucha" del pueblo se ha estado expresando en movimientos huelguísticos en fábricas, minas y servicios públicos. Agrega que la resolución de las Naciones Unidas servirá a la causa del P.C.R. porque alía y debilita al Gobierno de Chile.

Más adelante opina el comunicado que el simple hecho de votar servirá al Gobierno, porque habrá un pronunciamiento posible de exhibir como acto democrático ante el

mundo, lo que a juicio de este grupo debe evitarse con la abstención.

MIR
El Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) distribuyó en los medios informativos dos cartillas tamaño oficio, mimeografiadas, donde instó a votar "No", porque con ello "estaremos diciendo no a Pinochet, no a Frei y no a los patronos y su dictadura".

En su lenguaje acostumbrado califica la consulta como una "maniobra" del Gobierno y añade que también "Frei y sus sirvientes procuran aprovechar esta maniobra para recuperar posiciones".

Curiosamente el comunicado del MIR reproduce el texto oficial de la consulta, pero llama a invalidarlo cuando sobre el una "R" dentro de un círculo, y a marcar el "No".

"PARTIDO RADICAL"
Un "Partido Radical" que se identifica como "expresión chilena del Socialismo Democrático" difundió cuatro cartillas tamaño oficio con opiniones sobre por qué llama a votar negativamente en la consulta.

Primeramente afirma que no existen garantías para el acto y luego sostiene que no se encuentra en juego el honor de la Patria. Pide enseguida que se derogue el régimen de emergencia, que termine el receso político, que se restablezca la plena vigencia de "las libertades individuales", facilitar la más amplia información y "permitir la libre emisión de opiniones".

Agrega que esto no se cumplirá y que por tanto debe haber un pronunciamiento negativo en la consulta.

MIR

Le Mouvement de la Gauche révolutionnaire (MIR) a distribué aux media d'information une copie en miméographis, format lettre, de deux pages, dans laquelle ils lancent l'appel à voter "Non" parce que de cette façon "nous dirons non à Pinochet, non à Frei et non aux patrons et à leur dictature".

Dans leur langage habituel, ils qualifient le référendum de "manoeuvre" du gouvernement et ajoutent que, eux-aussi, "Frei et ses serviteurs tentent de prendre avantage de cette manoeuvre pour récupérer des positions".

Curieusement, le texte du MIR reproduit le texte du communiqué officiel du référendum mais lance l'appel à le rendre non-valide en plaçant dessus un "R" à l'intérieur d'un cercle et en inscrivant un "non".

Parti radical

Un "Parti radical" qui s'identifie à l'"expression chilienne du socialisme démocratique" a disséminé quatre feuilles, format lettre, avec des opinions sur la base desquelles il lance l'appel au peuple de voter négativement au référendum. Il affirme d'abord qu'il n'y a aucune garantie dans cette action et soutient que l'honneur de la patrie n'est pas en jeu. Il lance ensuite l'appel à ce que l'état d'urgence soit rappelé, à la fin de la persécution politique, à la pleine application des libertés individuelles, à faciliter la "pleine expression des opinions".

Il ajoute que cela ne sera pas rempli et que, en conséquence, il doit y avoir une prise de position négative lors du référendum.

APPUYONS LA RESISTANCE PAR DE L'AIDE MATERIELLE!

Avec les différentes tâches de la solidarité internationale, comme l'isolement de la dictature, la répudiation de ses crimes, l'appui moral à la lutte de Résistance, nous devons prendre au sérieux le problème de l'aide matérielle à la lutte menée au Chili.

Du Chili, le Front du Peuple nous a demandé d'escalader la campagne pour l'appui économique aux différentes tâches que nécessite l'exécution du travail clandestin.

En particulier, nous devons envoyer de l'argent pour financer les camarades persécutés qui doivent oeuvrer dans des conditions illégales, pour aider les prisonniers politiques et leur famille, pour développer la presse clandestine et pour les diverses sortes de travail effectué par les Comités de Résistance.

Pour ce qui est du financement, les camarades au Chili soutiennent la politique de compter sur leurs propres forces; néanmoins, à cause de la situation difficile qui y existe, il faut accroître nos efforts pour les aider à cet égard.

Tout l'argent reçu est envoyé au Chili et, du Chili, le Front du Peuple envoie une note confirmant la réception, directement aux camarades qui ont recueilli l'argent.

RÉPONDONS À L'APPEL LANCÉ PAR LA RESISTANCE CHILIENNE!

Envoyez la contribution par mandat-poste ou chèque certifié à:

**Bernard Guerrien,
ANCHA,**

B.P. 59, Cedex 13, Paris, 75623, France

ABONNEZ-VOUS A "ANCHA"



Agence de Nouvelles antifascistes chiliennes
Publiée par la Branche extérieure du Front du Peuple
ANCHA paraît tous les mois en espagnol, en français, en
anglais, en allemand, et en italien

Nom _____
Adresse _____
Pays _____

Disponible de:

ANCHA
B.P. 59, Cedex 13
Paris 75623, France

Tarif d'abonnement:

En Europe: 1 an: 30 francs
abonnement d'appui: 50 francs ou plus
Ailleurs: 1 an: \$10.00
abonnement d'appui: \$15.00 ou plus
Prière d'envoyer tous les chèques
ou mandats postes à cette adresse
à l'ordre de **Bernard Guerrien**
(pas à ANCHA)

Les éditions française, anglaise et espagnole produites au Canada par le Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne sont disponibles du:

Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne ou du: **Centre national de Publications**
B.P. 185, station Outremont, B.P. 727, station Adelaide,
Montréal, Québec, Canada Toronto, Ontario, Canada

Les tarifs d'abonnement aux éditions française, espagnole ou anglaise, produites au Canada sont de \$4.00 pour un an. Prix par exemplaire: \$0.25.

Veillez faire tous les chèques ou mandats postes envoyés aux adresses susmentionnées à l'ordre du Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne ou à l'ordre du Centre national de Publications, respectivement.

Prière d'indiquer clairement vos nom et adresse ainsi que la langue dans laquelle vous souhaitez recevoir le bulletin.